

Motion intersyndicale présentée par les élus de la FSU, du Sgen-CFDT, de la FNEC-FP-FO et de l'UNSA au CSA-SD Préparation de rentrée du lundi 29 janvier 2024

Choc des Savoirs

Les organisations FSU, Sgen-CFDT, FNEC-FP-FO et UNSA s'opposent fermement au plan « Choc Des Savoirs » présenté par le Ministère pour la rentrée 2024. Issu d'un projet d'école passéiste et rétrograde, il entend mettre en œuvre l'école du tri scolaire et social - les deux dimensions étant corrélées – à l'opposé des valeurs qui nous animent et devraient sous tendre l'ensemble du système scolaire de notre République.

Les groupes de niveaux, dont les effets négatifs sur les élèves les plus fragiles, mais aussi ceux de niveau moyen, sont mis en avant par de nombreuses études scientifiques, seraient un renoncement à faire réussir ensemble nos élèves, condition indispensable pour qu'ils puissent par la suite apprendre à vivre ensemble et faire société.

Les effets délétères de groupes de niveau seraient aggravés par l'insuffisance de leur financement, qui conduirait à sacrifier les autres groupes d'élèves, entièrement privés de moyens de dédoublement, au profit d'un dispositif inefficace et même délétère pour les plus fragiles. L'inclusion des élèves à besoins particuliers (UPE2A, SEGPA, ULIS ...) deviendrait impossible, sauf à surcharger le groupe « fragile » pourtant censé bénéficier d'effectifs allégés.

Le sentiment de relégation pour les élèves du groupe dit « faible » et l'éclatement du groupe classe qui priverait les élèves de repères seront source de souffrance pour les élèves, avec des conséquences plus graves encore que celles déjà connues au lycée, où les élèves sont plus âgés. De même, les classes prépa-lycée, destinées aux élèves ayant échoué au DNB, sont un dispositif stigmatisant qui obérerait la liberté de choix des élèves en matière d'orientation et acterait le fait que tous les élèves n'ont pas vocation à poursuivre leur scolarité au lycée dans la filière de leur choix.

De nombreux échos de terrain témoignent de l'infaisabilité pratique de la mise en place des groupes de niveaux, qui contraindrait à aligner les emplois du temps des enseignants de lettres et de mathématiques, posant des difficultés dans la plupart des établissements où il y a moins de professeurs que de groupes. Les emplois du temps de tous les enseignants s'en trouveraient dégradés, les difficultés à trouver des professeurs principaux aggravées, les professeurs de lettres et de mathématiques ne pouvant plus accomplir cette mission à cause de l'éclatement du groupe classe en groupes de niveau pour ces disciplines.

Enfin, la refonte prévue des programmes pour trois niveaux en même temps à la rentrée 2026 est une marque de mépris pour les enseignants. Le temps nécessaire à la préparation de cours entraînerait pour eux une surcharge de travail intenable, aurait pour effet de les détourner d'autres missions, allant jusqu'à mettre en danger leur santé.

L'imposition des méthodes et des pratiques (plans mathématiques et français), des manuels certifiés, des applications utilisant l'intelligence artificielle censée être plus performante que les enseignants, est une attaque contre notre liberté pédagogique et revient à mépriser la profession et faisant des

enseignants de dociles exécutant·e·s. [SEP]

Le renforcement de la place du contrôle continu au DNB aurait les même conséquences que l'introduction du contrôle continu pour le baccalauréat : une pression accrue et un contrôle tatillon exercé sur les pratiques d'évaluation des enseignants par les élèves, les familles et l'institution à tous les niveaux de la hiérarchie. [SEP]

Nous demandons au Ministère de renoncer à ce projet délétère parce qu'il remet profondément en cause les valeurs auxquelles nous, personnels de l'Éducation Nationale, sommes attachés.

[SEP] Nous défendons une école qui se donne les moyens de faire réussir tous les élèves et fait de l'école le lieu commun de scolarisation de toute une génération qui apprend à vivre ensemble pour faire société.